

Aux sources de la violence en Algérie

Les manifestations de violence en Algérie, communément attribuées aux débordements d'un islamisme fanatique, sont au contraire la mise en œuvre par les militaires d'une « guerre psychologique », mise au point en Indochine, théorisée par des officiers français, appliquée durant la guerre d'Algérie, puis au Chili et en Argentine, avant d'être reprise par les généraux d'Alger, formés à bonne école. Telle est la thèse de deux ouvrages récemment parus.

GILBERT GRANDGUILLAUME

**LOUNIS AGGOUN et
JEAN-BAPTISTE RIVOIRE**
FRANÇALGÉRIE,
CRIMES ET MENSONGES D'ÉTATS
Histoire secrète de la guerre d'indépendance
à la « troisième guerre » d'Algérie
La Découverte éd., 665 p., 23 €

MARIE-MONIQUE ROBIN
ESCADRONS DE LA MORT,
L'ÉCOLE FRANÇAISE
La Découverte éd., 453 p., 22 €

On s'en doutait depuis longtemps : bien des attentats (assassinats, massacres, coups tordus divers) qui ont marqué ce qu'on appelle « la sale guerre » allaient tellement dans le sens des intérêts des éradicateurs qu'ils semblaient bien y avoir mis la main. Ce qui était déjà affirmé par divers sites Internet (MAOL (1), Algeria-Watch, Amnesty International), s'est trouvé confirmé ensuite par des témoignages directs, notamment à l'occasion du procès Nezzar-Souaïdia (2) tenu à Paris en 2002. La minutieuse et courageuse enquête de Lounis Aggoun et de Jean-Baptiste Rivoire trace l'historique de cette violence : les nombreux témoignages recueillis auprès d'acteurs de tous bords apportent une confirmation à ce qui n'était qu'hypothèse incroyable parce que trop énorme. Cet historique se divise en deux parties : la

« gestation d'un État répressif » (1954-1992) et la « sale guerre » (1992-2004).

Les luttes internes pour le pouvoir qui ont marqué la guerre d'Algérie sont maintenant largement connues, notamment par les ouvrages de Gilbert Meynier (3) et de Mohamed Harbi (4). Les services secrets y trouvent leur origine, reliés à l'actualité récente par le nom de Laroussi Khelifa. Mais il s'y dessine, entre les militaires, une ligne de faille : il y a les résistants de la première heure, bien enracinés dans l'arabo-islamisme, et les ralliés de la dernière heure, les fameux DAF (déserteurs de l'armée française), officiers bien formés à l'école française, tels que Larbi Belkheir, Khaled Nezzar, Mohamed Lamari, et bien d'autres. Du fait de leur origine, ceux-ci sont contraints de faire profil bas, Boumediene les utilisera pour cette raison pour conforter son pouvoir au sein de l'armée. Mais après lui, sous la conduite de Larbi Belkheir ils prendront le contrôle de l'armée en éliminant leurs rivaux, en sachant jouer de leurs complicités françaises. Services secrets algériens et français seront de connivence, quitte à jouer parfois à qui perd gagne. Les noms de Yves Bonnet, patron de la DST française et de Smaïl Lamari sont déjà présents dans une actualité marquée en 1986 par le nom de Georges Ibrahim Abdallah, les enlèvements de Français au Liban, et les attentats de Paris. La diplomatie algérienne joue les bons offices sur la base des manipulations des services algériens, les services français étant

régulièrement bluffés comme ils le seront à la période suivante. Quant au pouvoir français, (illustré à cette époque par le nom de Charles Pasqua), tout occupé à préserver ses intérêts économiques et politiques, il fait preuve d'une bienveillance à toute épreuve, qui se confirmera par la suite, quelle que soit son orientation politique (à droite ou à gauche). Cette première période voit l'activité des DAF culminer par l'élimination du président Chadli, un président qui a la mauvaise idée (comme plus tard Mohamed Boudiaf) de se prendre pour le dépositaire d'un pouvoir réel et non comme la marionnette des généraux.

La période de la « sale guerre » a été mieux suivie par l'opinion française. Ce que celle-ci n'a jamais voulu croire – et que le livre démontre –, c'est que cette « violence islamique » fut en majeure partie fabriquée par les services secrets algériens, dans l'optique essentielle de préserver le pouvoir des « décideurs ». C'est à la mise en pratique des théories des officiers français – cette fois-ci sans leur participation directe apparemment – que nous assistons : manipulations, contrôle des populations par la terreur, disparitions, retournement des adversaires, infiltration, pratique généralisée de la torture et coups fourrés divers. Des actions dont les plus célèbres portent la marque de la Sécurité militaire : attentat de l'aéroport d'Alger, faux enlèvement de diplomates français, détournement de l'avion d'Air France, assassinat des moines de Tibhirine et de l'évêque d'Oran, grands massacres de la banlieue d'Alger sous les yeux de l'armée. Une « sale guerre » menée contre la population civile algérienne, mais aussi contre l'opinion publique française et internationale, afin de les manipuler en discréditant l'adversaire et en lui faisant endosser tous ces crimes. Au fil des pages le lecteur va de surprise en stupéfaction, dans cette reconstitution qui relie les événements entre eux. La formation d'escadrons de la mort, et surtout la prise de contrôle progressive des GIA (Groupes Islamistes

Armés) par des agents de la sécurité militaire, des faits vus de l'intérieur par d'anciens agents de ces services qui en ont été témoins ou acteurs (5). C'est un sentiment déprimant qu'on éprouve devant la compromission et la complicité de services français que le pouvoir politique ne semble pas contrôler, bien plus, qui à plusieurs reprises sauve la dictature militaire en place de la pression de l'opinion française et de l'action internationale.

Dans cette reconstitution fouillée d'événements tragiques, certains reprocheront à juste titre aux auteurs de laisser planer une zone d'ombre sur la part réelle des GIA. Car, ils le reconnaissent, le mouvement a bien existé et il a bien pratiqué lui-aussi la politique de terreur de la guerre psychologique. Leur thèse est en partie desservie par leur propension à ne dénoncer que les actions – sans doute majoritaires – téléguidées par la sécurité militaire. Mais ce que montre bien ce travail remarquable, c'est que, dans une situation où l'on s'est parfois empressé depuis 1830 de voir une sauvagerie conaturale à des musulmans qui n'auraient pas encore eu accès aux valeurs de notre civilisation, les éradicateurs d'Alger mettent en œuvre un modèle bien français déjà appliqué par d'autres à leur propre pays.

C'est ce modèle qui est l'objet de l'ouvrage de Marie-Monique Robin sur les escadrons de la mort. Il montre la part des officiers français dans la théorisation et la mise en pratique de ce qui a été nommé guerre subversive, ou révolutionnaire, ou psychologique, et dont la traduction sur le terrain est le contrôle des populations par la terreur et l'action des escadrons de la mort, hordes sauvages au service du pouvoir.

La fin de la seconde guerre mondiale est marquée par deux dates : le 8 mai 1945, capitulation de l'Allemagne et massacres de Sétif, 2 septembre 1945, capitulation du Japon et proclamation de la République indépendante du Viet-nam. La victoire des alliés a pour corollaire naturel le droit des peuples colonisés à disposer d'eux-mêmes. Si nombre d'entre eux y parviennent (Inde, Indonésie, etc.), la France s'obstine à conserver son empire, conservation idéalement identifiée à la défense du monde libre contre le communisme. L'armée française, humiliée en 1940, se trouve en Indochine face à un adversaire qui pratique un autre

difficile et ambigu par tous les régimes autoritaires du monde. Bien plus il va être diffusé par ses propres médias : les officiers engagés dans l'OPAS, condamnés en France mais amnistiés dès 1964 vont trouver dupes de conseillers et d'auxiliaires des

type de guerre. Défaite sur ce front, elle en viendra à adopter le modèle de l'adversaire. Ce modèle, théorisé par des officiers dont le colonel Charles Lacheroy, préconise « une arme nouvelle plus ou moins défendue par la réglementation internationale », dont la phase essentielle est la « prise en mains des populations » en utilisant, pour « réduire au silence l'ennemi intérieur », tous les moyens possibles : intimidation, délation, enlèvements, torture, retournement des prisonniers, infiltration généralisée. Les libéraux qui protestaient contre l'emploi de ces procédés durant la guerre d'Algérie étaient loin de se douter qu'ils relevaient de théories officiellement enseignées à l'École Supérieure de Guerre par le colonel Lacheroy depuis 1954. Il n'est pas le seul :

bourreaux du Chili, d'Argentine et de combien d'autres par la suite.

Cette triste influence de la France peut-elle être réduite à des écarts de polices parallèles ? Est-il tolérable que dans un pays démocratique, qui se présente comme un gardien des droits de l'homme, le pouvoir politique se contente de fermer les yeux tout en engrangeant discrètement les fruits de sa cécité volontaire ? Cette obstination à ne pas savoir s'étend à une bonne partie de l'opinion française qui préfère s'illusionner sur les valeurs auxquelles elle adhère. Ce qui revient à se demander s'il est encore aujourd'hui politiquement possible pour un pays comme la France de se conformer aux principes humanitaires qu'elle affiche. |



BIGEARD
MASSU
TRINQUIER

le général Jacques Hogard rédiger en 1956 *l'Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique*. La guerre révolutionnaire, appliquée en Algérie – notamment lors de la bataille d'Alger – et illustrée par les noms de Massu, Bigeard, Trinquier, va représenter un modèle largement étudié, diffusé et appliqué par tous les régimes autoritaires du monde. Bien plus il va être diffusé par ses auteurs mêmes : les officiers engagés dans l'OAS, condamnés en France mais amnistiés dès 1968 vont trouver emploi de conseillers et d'auxiliaires des

1. Mouvement Algérien des Officiers Livres, <http://www.anp.org>

2. Habib Souaïdia, *La sale guerre*, La Découverte, Paris, 2001. Les actes du procès sont publiés aux mêmes éditions.

3. Gilbert Meynier, *Histoire interne du FLN, 1954-1962*, Fayard, Paris, 2002.

4. M. Harbi et G. Meynier, *Le FLN, documents et histoire, 1954-1962*, Fayard, 2004.

5. Notamment Mohammed Samraoui, *Chronique des années de sang. Algérie : comment les services secrets ont manipulé les groupes islamistes*, Denoël, Paris, 2003.